



## Le dilemme nucléaire du régime des mollahs

Un mois après le retrait des Etats-Unis de l'accord nucléaire, le guide suprême des mollahs, Ali Khamenei, a ordonné à son agence nucléaire de prendre des mesures pour une augmentation majeure de l'enrichissement d'uranium.

Il a aussi vanté les progrès de la technologie nucléaire et de la puissance balistique du régime, ajoutant que « *la construction de divers types de missiles et l'acquisition de la puissance des missiles garantissent la sécurité du pays* ».

Il est possible que Khamenei ait décidé une extension des activités nucléaires et ses remarques pourraient être le premier pas vers son retrait de l'accord. Il est aussi possible qu'il s'agisse d'un simple chantage pour forcer l'UE à accorder plus de concessions.

Les propos du guide suprême ont été suivis par ceux de Salehi, chef de l'agence nucléaire, qui a reconnu que depuis l'accord, le régime avait produit des « *centrifugeuses avancées* » mais qu'il ne l'avait pas « *annoncé* ». Cependant, il a souligné que cela s'inscrivait dans le cadre de l'accord nucléaire.

Cette menace de procéder à des niveaux plus élevés d'enrichissement d'uranium a incité le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian à lancer un avertissement à Téhéran de ne pas franchir la « *ligne rouge* ».

Ces déclarations du régime trahissent un embarras profond. D'un côté dissimuler à ses troupes son extrême fragilité, de l'autre montrer des muscles à une Europe soucieuse de sauver l'accord nucléaire. Si l'on en croit ces déclarations, les capacités du régime à revenir à une extension accélérée témoignent clairement des carences de l'accord nucléaire.

Il faudrait tenir compte du fait que ces gesticulations se font dans un climat de tension sociale et politique en Iran, où contestations et grèves affichent l'isolement interne d'un régime détesté par les Iraniens. Un peuple qui rejette avec virulence les aventures guerrières de la dictature tout comme ses programmes balistique et nucléaire si couteux qui le plongent dans une misère noire.

Dans ces conditions, offrir des concessions au régime serait contraire aux intérêts du peuple iranien et de la paix dans la région.

## Grève générale des routiers en Iran

Lancée le 22 mai, elle touche l'ensemble du pays



## Le grand rassemblement pour un Iran libre sera porteur de l'alternative à la dictature religieuse

## La sinistre prison d'Evine dans le viseur des sanctions

## A l'occasion du Ramadan, un message de paix et de liberté



Une occasion pour les amis de la Résistance iranienne, les musulmans de France et de nombreuses délégations étrangères de se retrouver pour célébrer la paix, l'amitié et l'unité.

## Soutien de l'ITF à la grève des routiers



« La Fédération internationale des travailleurs du transport, au nom des 20 millions de travailleurs du transport que notre organisation représente dans le monde, témoigne une entière solidarité avec les camionneurs d'Iran en grève.

« Les camionneurs iraniens prennent des mesures collectives contre les bas salaires et l'augmentation des dépenses, ainsi que pour les droits des travailleurs et la sécurité routière.

« Le transport routier est vital pour les chaînes d'approvisionnement de l'Iran, de sorte que l'action a un impact significatif. En même temps, on rapporte que les camionneurs ont reçu un large soutien du public. Les salaires des camionneurs ne suffisent pas pour couvrir leurs dépenses. Avec la grande majorité des Iraniens ordinaires, ils ont souffert de l'impact de l'inflation et des hausses de prix. Ils ne peuvent pas gagner décemment leur vie.»

## La CGT transport aux côtés des routiers



1er juin - « La Fédération Nationale des Syndicats de Transports CGT représente les conducteurs routiers en France et exprime sa solidarité avec nos collègues iraniens.

« Cela fait 10 jours que nos collègues conducteurs routiers iraniens sont entrés dans une grève massive qui paralyse la circulation de marchandises et de carburant dans une grande partie du pays.

« Cette grève est le résultat de la politique d'austérité pratiquée depuis trop longtemps par le gouvernement iranien et qui étrangle les travailleurs. La situation économique des routiers est extrêmement précaire, c'est pourquoi une de leur principale demande consiste en une augmentation de 40% de leur rémunération.

« Les concessions faites par le gouvernement sont insuffisantes et ont été repoussées par nos collègues.

« La CGT Transports condamne avec force la répression de la part du pouvoir et les tentatives de briser la grève. Nous apportons notre soutien sans réserve à nos collègues conducteurs routiers iraniens dans leur lutte pour une vie décente et la possibilité de s'organiser en syndicats démocratiques. Nous leur souhaitons succès et victoire.»

## Grève générale des routiers en Iran



Les routiers du sud-ouest de l'Iran se sont mis en grève à l'instar de leurs collègues dans tout le pays

Deux semaines de grève générale des routiers à travers l'Iran ont démontré une formidable solidarité nationale contre le régime. Il s'agit un mouvement sans précédent sous la dictature des mollahs. Cette grève, qui a touché 300 villes du pays, visait les conditions de vie précaires et les salaires de misère.

Les grévistes réclament une augmentation du tonnage autorisé, des pensions de retraite après 25 ans de travail, la reconnaissance de la pénibilité de leur emploi, une réduction des frais d'assurance, une réduction des frais supplémentaires, notamment des péages et des commissions sans réglementation exigés par les terminaux de fret, la diminution des prix des pièces de rechange et enfin la démission des responsables qui leur imposent ces conditions de vie.

De nombreux routiers ont été arrêtés par les services de renseignement ou la police sous prétexte de « lien avec des réseaux à l'étranger ». Le régime tente d'intimider les protestataires, ce qu'il fait aussi avec les autres mouvements de protestation depuis décembre dernier.

En Iran, il existe un demi-million de poids lourd. 80% des routiers sont

propriétaires de leurs camion, c'est pourquoi le régime a du mal à étouffer rapidement cette grève.

Devant l'ampleur du mouvement qui a commencé à paralyser le pays avec des pénuries de carburant dans certaines régions, le pouvoir a promis des hausses de salaires. Mais les conducteurs n'ont aucune confiance dans le système. À Suse, dans le sud-ouest de l'Iran, les conducteurs de poids-lourd se sont rassemblés devant l'usine de production de papier Kaghaz-Pressa, pour protester contre la non application de la promesse d'une hausse de 20% de location de camions par cette usine.

Dans la ville de Bukan, dans le nord-ouest, les conducteurs de poids-lourd de la cimenterie ont fermé la route menant à cette usine. Les protestataires réclament le droit de constituer un syndicat indépendant.

La grève des routiers a entraîné également celle des conducteurs d'autres secteurs. À Khorramabad (sud-ouest), les chauffeurs de taxi se sont rassemblés devant le gouvernorat pour protester contre leurs conditions de travail. Les taxis se sont aussi mis en grève à Sanandaj, Kermanschah, Bukan et Ghaemchahr.

Touchant 300 villes d'Iran, cette grève est la première du genre sous les mollahs





## « Mort au dictateur » retentit à Téhéran



Les Iraniens ont rendu un hommage national à l'acteur populaire Nasser Malek Moti'i

Le 27 mai, les funérailles du comédien populaire Nasser Malek Moti'i à Téhéran ont rapidement tourné en une manifestation contre la dictature. Les participants ont laissé éclater leur colère contre le mépris des mollahs vis-à-vis de comédiens comme Moti'i et ont scandé : « Mort au dictateur, vive Nasser », « Honte à la radio-télévision d'Etat » et « Dictateur regarde, la dignité est un don de Dieu », saluant par ces paroles un comédien qui avait jusqu'au bout refusé de se soumettre au pouvoir.

Figure majeure du cinéma iranien dans les années 1960-1970, il avait été privé de sa carrière artistique dès l'arrivée des mollahs parce qu'il rejetait la politique islamiste. Il est décédé le 25 mai à 88 ans.

Par crainte de voir ses funérailles se transformer en un mouvement de protestation, les forces anti-émeutes ont été déployées en masse pour tenter de disperser la foule à coups de gaz lacrymogènes et de tirs en l'air. Mais les participants ont continué leur marche en scandant « honte aux forces de sécurité ».

## Les taxis solidaires de la grève des routiers



Le 31 mai, les taxis de plusieurs villes d'Iran, comme à Sanandaj (photo), Kermanschah dans l'ouest, Bukan dans le nord-ouest, ou Ghaemchahar dans le nord, se sont mis en grève par solidarité avec les camionneurs à travers le pays.

## De nouvelles sanctions contre les violateurs des droits humains en Iran

Le Trésor américain a imposé de nouvelles sanctions contre la sinistre prison d'Evine et le groupe terroriste Ansar-e Hezbollah pour « de graves violations des droits humains » à l'encontre des dissidents politiques en Iran.

Le secrétaire du Trésor Steven T. Mnuchin a déclaré que ces sanctions, qui ont également été imposées à six individus et à une agence de technologie des communications, sont liées à leur rôle spécifique dans la « répression brutale » des manifestants pendant le soulèvement contre la dictature en Iran.

Située au nord de Téhéran, la **prison d'Evine a été sanctionnée**. Elle est remplie de prisonniers de conscience, de dissidents politiques comme Maryam Akbari Monfared, Atena Daemi et Golrokh Iraee, et de nombreux manifestants arrêtés. Il y a aussi des double-nationaux accusés de complot. Ils sont retenus en otage par les mollahs, comme l'écologiste Seyed Emami, décédé dans des circonstances suspectes en février. Mnuchin a déclaré : « Ceux qui s'expriment contre la mauvaise gestion du régime et la corruption sont sujets aux abus et aux mauvais traitements dans les prisons iraniennes. »

Le groupe paramilitaire **Ansar-e**

**Hezbollah**, également sanctionné, est impliqué dans « la violente répression des citoyens iraniens » et dans le travail de la milice du Bassidj en attaquant à coups de « couteau, de gaz lacrymogène et de matraques électriques » les manifestants. Trois de ses dirigeants sont aussi impliqués dans « l'attaque préméditée » du consulat d'Arabie Saoudite.

**Abdol-Ali Ali-Asgari**, le président de la radiotélévision officielle IRIB, a été sanctionné pour son soutien à la censure. IRIB est l'objet de sanctions depuis 2013. Mnuchin a déclaré : « Le régime iranien détourne les ressources nationales des citoyens pour financer un large appareil de censure et réprimer la liberté d'expression. »

Des sanctions ont été imposées à deux personnes liées à **Hanista**, un groupe de technologie des communications qui a lancé une application de messagerie dont le régime peut se servir pour espionner les Iraniens.

Tout individu sanctionné ne peut plus faire affaire avec des personnes aux Etats-Unis, sera bloqué dans le secteur financier américain et y verra ses avoirs gelés.

Peu avant, les sanctions avaient touché une compagnie aérienne qui transporte Hassan Rohani et d'autres dirigeants de la banque centrale iranienne.

## Les écrans des aéroports hackés



Tableau d'annonce de l'aéroport de Machad

Les hackers ont frappé dans les aéroports iraniens où soudain à la surprise générale les tableaux d'affichage ont pris les couleurs du soulèvement. A Machad, la figure symbolique de la jeune insurgée au poing levé est apparu avec l'inscription : « soulèvement général ».



Tableaux d'annonce de l'aéroport de Tabriz

A l'aéroport de Tabriz, les écrans à l'enregistrement des bagages ont appelé au soutien à la grève nationale des chauffeurs routiers et en faveur de la grève générale. Pris au dépourvu, les agents de la sécurité n'ont pas su quoi faire.

## Une ado de 15 ans emprisonnée sans aucune raison



Ma'edeh Shabani-Nejad

à la prison Sepidar d'Ahwaz dans le sud-ouest de l'Iran, parce que sa famille n'a pas les

moyens de payer la caution de 350 millions de tomans (60.000 €) fixée pour sa libération. Né en 2002, Ma'edeh Shabani-Nejad est une élève brillante de seconde au lycée Reyhaneh d'Abadan. Elle écrit et publie des poèmes sur les médias sociaux. Elle a été arrêtée au domicile de son oncle le 25 janvier 2018 par les services de renseignement et emmenée dans leur centre de détention.

# Maryam Radjavi : croire ou non dans une religion ne doit engendrer ni privilège ni privation

A l'occasion de la rupture du jeûne de Ramadan, une conférence intitulée « *Le message de paix et de liberté de l'islam* » s'est tenue le 19 mai à Auvers-sur-Oise en présence de nombreuses personnalités de France et du Moyen-Orient comme **Jalal Ganjei** président de la commission de la Liberté des cultes du CNRI, **Dhaou Meskine**, Président des conseils des Imams et Co-président du comité des musulmans de France contre l'extrémisme et pour les droits humains (CMFEDH), **Khalil Merroun**, recteur de mosquée d'Evry et Co-président du CMFEDH, **Assani Fassassi**, Secrétaire général de FFAIACA et membre du bureau du CFCM, **Hikmet Turk**, Président de Conseil régional du culte musulman du Val d'Oise, **Mgr Jacques Gaillot**, **Sid Ahmed Ghozali** ancien premier ministre d'Algérie, **Anouar Malek** écrivain algérien, **Dima Moussa** Vice-présidente de la coalition syrienne, **Mohammad Nazir Hakim**, secrétaire général du Conseil national syrien, **Heytham Maleh**, écrivain et président du cercle juridique de la coalition syrienne.

**Maryam Radjavi**, présidente élue de la Résistance iranienne, a formé le vœu que ce mois soit porteur de libération, de paix et de solidarité dans le monde. Elle a qualifié la dictature religieuse en Iran de pire ennemi de l'islam en raison de toutes ses injustices commises au nom de cette religion. Rejetant une lecture extrémiste, Mme Radjavi a expliqué que toutes les religions possèdent des trésors communs et partagent le but de libérer des entraves.

L'être humain peut-il dominer les forces rebelles qui sont en lui et hors de lui ? Jeûner c'est répondre par l'affirmative. Quand l'être



humain fait un sacrifice et en paye le prix, il peut briser ses chaînes et dominer ce qui lui cause préjudice.

« Face à la dictature religieuse, nous défendons l'islam démocratique dans lequel nous reconnaissons la souveraineté populaire qui est le droit suprême d'un peuple. Nous défendons l'authenticité de l'islam, fondé sur la liberté, la souveraineté populaire, la négation de l'exploitation économique et l'égalité des femmes et des hommes. C'est la religion de la fraternité entre tous les cultes où les guerres de religion et les conflits sectaires entre chiites et sunnites n'existent pas », a-t-elle affirmé.

« Nous sommes convaincus que l'islam ne nécessite aucune contrainte et la rejette. Dans cette optique, les fidèles de toutes les religions bénéficient des mêmes droits et de la liberté de culte. La croyance ou non dans une religion n'engendre ni privilège ni privation.

« Nous croyons dans ce principe du Coran précisant qu'il n'y a pas de contraintes en religion. »

## Le 30 juin, le monde verra une alternative au régime iranien

Le 30 juin 2018, des Iraniens convergeront du monde entier à Villepinte « Pour un Iran Libre - L'alternative au régime ». Des dizaines de milliers de personnes sont attendues à ce rassemblement. Chaque participant représentera des milliers d'Iraniens courageux qui à l'intérieur du pays sont réprimés à chaque fois qu'ils veulent manifester et s'exprimer. L'événement a déjà été annoncé en Iran par le biais des réseaux sociaux et les messages de soutien affluent du monde politique et de la société civile du monde entier. Le peuple iranien voit l'événement du 30 juin comme l'écho de son propre appel à la liberté.

La situation intérieure et les développements internationaux concèdent à cet événement un caractère particulier. Maryam Radjavi, Présidente élue du CNRI, avait déclaré il y a un an exactement que « *le changement de régime en Iran est nécessaire et à portée de main* ». La vague de protestations qui ébranle le pays a prouvé la justesse de ce message qui s'était alors heurté à un certain scepticisme des gouvernements et « experts ». Cette année le message est court et précis : L'Iran a une alternative démocratique. Il balaie cette idée erronée propagée par le lobby des mollahs qu'un changement de régime conduirait au chaos.

Pendant trop longtemps, le peuple iranien et ses aspirations ont été ignorés. Pendant trop longtemps, l'Occident a regardé l'Iran à travers des prismes réducteurs, l'empêchant de comprendre que la fin de la dictature religieuse est une condition nécessaire à la paix régionale, la démocratie, la sécurité et la stabilité.

Il est temps d'écouter le peuple iranien, d'examiner l'alternative démocratique aux mollahs et la perspective d'un Iran libre régit par l'état de droit. Un Iran où les femmes jouiront de la pleine égalité avec les hommes, notamment au leadership politique. Un Iran sans voile obligatoire ni contrainte religieuse. Un Iran où les minorités nationales et religieuses vivront en harmonie pour reconstruire ensemble un pays dévasté par les

mollahs.

Cet événement est également inédit parce qu'avec leur sensibilité politiques diverses des deux côtés de l'Atlantique, des dignitaires et des parlementaires viendront soutenir le peuple iranien : des Américains républicains et démocrates de **Rudy Giuliani** à **Bill Richardson**, des Européens comme l'ancien chef de la diplomatie italienne **Giulio Terzi**, **Bernard Kouchner**, **Rama Yade** ou **Ingrid Betancourt** et un grand contingent des pays arabes. Conservateurs et démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates et socialistes prendront la parole aux côtés de représentants des communautés iraniennes.

La mosaïque de la diaspora présente, le lien entre les millions de personnes dans les rues d'Iran et la foule à Villepinte, et le front uni des Iraniens de diverses tendances politiques, mettront en évidence la capacité de l'opposition organisée de conduire les protestations en Iran vers un changement de régime.

Le rassemblement pour « un Iran libre » le 30 juin 2018 présentera au monde l'alternative viable au régime des mollahs et la détermination des Iraniens à instaurer la liberté et la démocratie.

